

# informations

midi-pyrénées

la  
cgt  
comité régional

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Vos luttes dans la région Retraites



A la une 11e Conférence Régionale



Actualité régionale Euro manifestation

N°191 Octobre 2010

## Etats Généraux de l'Industrie



<b>Editorial</b> .....	2
<b>A la une</b> .....	3
• 11 <sup>e</sup> Conférence Régionale	
<b>Vos luttes dans la région</b> .....	4
• Retraites	
• Hôpital de Lannemezan (65)	
• Libertés syndicales (82)	
• Continental	
<b>Professions</b> .....	5
• Santé-Action Sociale	
<b>Activité Régionale</b> .....	6
• AG du collectif CGT de Mécanic vallée	



<b>Dossier</b> .....	7
• Etats Généraux de l'Industrie	
• Les propositions de la CGT	
• Le livret édité par le Comité Régional	
• Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées	

<b>Activité CGT/CESR</b> .....	11
• Actualité de l'activité CGT	
<b>Actualité CESR</b> .....	12
• Les interventions de la CGT	
<b>Vie Syndicale</b> .....	13
• Un livre pour 40 ans d'activité régionale !	
<b>Actualité Régionale</b> .....	14
• Euro manifestation	
<b>Agenda</b> .....	15
• Conférence Régionale	
• Congrès	
• IRT	


**Comité Régional CGT**  
 Midi-Pyrénées  
 7, place du Fer à Cheval  
 31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 191 • Octobre 2010  
 N° d'inscription à la CP 0206S05720  
 ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication :  
 Roger-Pierre Lemouzy  
 Tél. 05 61 23 35 52 - Fax 05 61 21 82 23  
 e-mail : cgt.crmp@wanadoo.fr  
 site : www.cgt-midipyrenees.com

Conception et réalisation :  
 Sandrine Bellin  
 Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

Imprimé par le  
 Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

## Ne battons pas en retraite !

Depuis des mois, on l'a préparé ; Aujourd'hui, la CGT l'a fait vivre : la revendication qui part des besoins et des aspirations fondamentales des salariés, la retraite à 60 ans à taux plein.

Si le gouvernement pensait que c'était gagné parce que... les vacances... le foot... et le caractère d'urgence, on peut dire aujourd'hui qu'il s'est mis le doigt dans l'œil !

Oui, même s'il a changé, le monde du travail peut se mobiliser, se battre et gagner parce que quand c'est injuste, les masses se lèvent. Et, on peut gagner, il faut juste faire confiance aux syndiqués pour construire, partout, le rapport de force nécessaire avec les salariés pour nous faire entendre.

Travaillons le lien qui cimente nos revendications : Pour la retraite à 60 ans, à taux plein, parlons du NSTS (Nouveau Statut du Travail Salarié).

Bien sur que c'est possible !

Quand on explique à un jeune qu'il faut prendre en compte ses années d'étude, à un "quinqua" qu'il faut gagner la cumulation des ses différents emplois en reprenant en compte ses anciennetés acquises", à un presque vieux que ses années sans travail, il n'en est pas responsable et que cela doit être pris en compte pour sa retraite, on répond à tout !

Et notre NSTS, c'est une des meilleures solutions pour répondre aux enjeux de demain.

Faisons vivre nos décisions de congrès !



**Nathalie METCHE NICKLES**

Animatrice Régionale Fédération des services publics



# 11<sup>e</sup> Conférence Régionale

*" Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées "*

Nous sommes entrés dans la dernière ligne droite, il ne nous reste plus qu'un mois pour continuer les débats dans le cadre de la préparation de la conférence. Dans cette période revendicative de haut niveau, où le mouvement social contre la réforme des retraites grandit de jour en jour, nos organisations syndicales sont sur le pont et font un travail remarquable de conviction auprès des salariés, demandant beaucoup d'énergie.

En même temps, ils articulent action revendicative et préparation de la conférence avec l'organisation de débats sur les fiches dans les syndicats, Uds, Uls.

Maintenant, les CE d'Uds de notre région vont discuter des propositions sur la composition du secrétariat et du renouvellement du secrétaire régional qui ont été validées au Comité Régional du 24 septembre. Dans un souci de démocratie, nous avons décidé de mettre en débat auprès de nos organisations la composition du secrétariat, c'est une première, auparavant, les CE d'Uds se prononçaient sur la seule désignation du secrétaire régional. Les propositions sont la reconduction des responsabilités des camarades

sortants : Philippe MOITRY, Yannick LEQUENTREC, Jacky GAILLAC, les nouveaux entrants sont : Jean-François LAPEYRE, Alain HEBERT, Magali FAUCHON. Pour le secrétaire régional, il est proposé de reconduire Roger-Pierre LEMOUZY à cette responsabilité.

Deux camarades quittent le secrétariat, Serge CHANAUD qui part en retraite et Jean Pierre LEFLOCH qui a pris d'autres responsabilités, merci à tous les deux, le Comité Régional les remercie de leur dévouement et du travail qu'ils ont fournis au sein de cette instance.

Cette conférence sera axée sur quatre thèmes, le lundi " vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées ", où nous allons aborder l'emploi industriel, les services publics et le transport. Le deuxième débat sera sur l'enjeu de la protection sociale et santé au travail. La première partie du mardi matin, le thème sera la formation professionnelle, la deuxième sera consacrée à l'activité Europe-International, où la CGT dans le cadre du CSIR Pyremed joue un rôle important. Les syndicats Catalans (CCOO, UGT, USOC) et le syndicat Andorran (USDA) nous font le plaisir de leur participation.

Le Début de l'après midi débutera par un événement, l'IRHS présentera un bel ouvrage sur 40 ans d'activité régionale. Ce livre retrace la naissance du Comité Régional et ses évolutions, avec les témoignages des principaux acteurs que sont les cinq anciens secrétaires régionaux. Nous finirons la conférence avec un débat sur la qualité de la vie syndicale et l'outil régional. A chaque fiche les délégués voteront des résolutions.

Pour cette journée nous aurons l'honneur de la présence de Bernard THIBAUT.

**Roger-Pierre LEMOUZY**  
Secrétaire régional Midi-Pyrénées



# Retraites



Lors des différentes journées nationales d'actions unitaires, les salariés du public et du privé, en participant massivement (230 000 manifestants le 23 septembre 2010 en Midi-Pyrénées) à ces journées de grèves et de manifestations, ont réaffirmé leur détermination à ne pas accepter une réforme injuste et inefficace.

Ces journées ont été marquées par l'engagement de nouveaux salariés du privé, notamment des PME mais aussi par la présence de plus de jeu-

nes et de femmes. Cette vaste mobilisation s'accompagne d'un large soutien de la population qui refuse le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans ainsi que celui de 65 à 67 ans pour toucher une retraite à taux plein. Quoi qu'en dise le gouvernement, la démobilisation suite au vote à l'Assemblée nationale, n'a pas eu lieu.

La mobilisation n'a cessé de s'amplifier, avec deux temps forts :

- Une grande journée de rassemble-

ments et de manifestations dans le pays le samedi 2 octobre pour conforter la mobilisation et permettre l'engagement de nouveaux salariés dans l'action.

- Le mardi 12 octobre avec une nouvelle journée massive de grèves et de manifestations.

## Hôpital de Lannemezan (65)

Le personnel de l'hôpital de Lannemezan mène depuis plusieurs mois de nombreuses actions, grèves et manifestations pour dénoncer une réorganisation du temps de travail. Cette réduction de la durée quotidienne de travail (de 8h20 à 8h) a pour conséquence de réduire à néant les temps de transmission qui permettent à ceux qui achèvent leur service de faire le point avec l'équipe suivante. Cet établissement a déjà payé un lourd tribut à la politique de casse du service public, avec la fermeture de la maternité en 2008 et les départs en retraite non remplacés.



## Libertés syndicales (32)

Plus de deux cent manifestants le 2 septembre 2010, devant le Tribunal de police de Montauban pour soutenir deux secrétaires de l'UD qui devaient comparaître. Les participants ont réaffirmé leur exigences de voir cesser la criminalisation de l'action syndicale. L'audience est reportée au 2 décembre 2010.

## Continental

Le 13 septembre, la Direction de Continental à Toulouse, Foix et Boussens a organisé un "référendum" pour que les salariés se déterminent pour ou contre le plan de la direction : diminution de 8% de la masse salariale, et en contre partie maintien de l'emploi jusqu'en 2015. Les syndicats CGT et CFDT Continental ont appelé à refuser un tel chantage en demandant aux salariés de boycotter le vote et en organisant le même jour un rassemblement, qui a réuni près de 600 salariés sur le site de Toulouse. Malgré les pressions répétées, même le jour du vote, 57% du personnel ont refusé le chantage à l'emploi, en votant non ou en refusant de participer à cette mascarade.



# Santé Action Sociale

« les ARS sont les interlocutrices uniques »

Avec la mise en œuvre de la loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST) et la mise en place des Agences Régionales de Santé (ARS) nous sommes confrontés à un changement de l'organisation de notre système de santé et de sécurité sociale.

Les ARS se substituent aux ARH (Agence Régionale de l'Hospitalisation), aux DRASS, DDASS, URCAM, CRAM et deviennent les pièces maîtresses de la réforme.

Les ARS sont les interlocutrices uniques placées sous la tutelle des ministres chargés de la santé, des relations sociales, de la solidarité et de l'assurance maladie.

Pour notre région Midi-Pyrénées, le directeur général de l'ARS est Xavier CHASTEL nommé par le conseil des ministres, ancien directeur de Carrefour autant dire qu'il est loin d'être un professionnel de la santé !

Le conseil de surveillance qui est présidé par le Préfet est composé de représentants de l'état, de l'assurance maladie, des collectivités locales, et de personnes qualifiées, approuve le budget de l'agence, le compte financier et donne un avis sur le plan stratégique régional de santé, ainsi que sur le contrat annuel d'objectifs et de moyens.

Pour le Conseil de Surveillance les

représentants de la CGT sont :

En tant que titulaire Jacques GOMEZ et en tant que suppléante Christiane PINERO (administrateurs à la caisse d'assurance maladie)

Ce conseil de surveillance s'est mis en place le 12 juillet 2010.

La Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie complète ce dispositif, et est un organe consultatif qui regroupe les acteurs de la santé et du social.

Elle est composée de commissions :

- La commission permanente exerce l'ensemble des attributions dévolues à la Conférence.
- La commission spécialisée des soins et de l'autonomie
- La commission spécialisée pour la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail, et de la protection maternelle et infantile.
- La commission spécialisée pour la prise en charge et l'accompagnement médico-sociaux

En ce qui concerne les représentants CGT à la CRSA, La coordination régionale de la santé action sociale a proposé au Comité Régional des camarades pour la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie qui a acté les candidatures de Mireille RIOL et de Cécile POMIES.

Nous avons obtenu le siège de la

Commission Permanente et un des 3 sièges de la Commission Spécialisée des Soins et de l'Autonomie, Mireille RIOL titulaire et Cécile POMIES suppléante.

La coordination régionale de la santé action sociale travaille sur l'idée d'un collectif de travail composé de référents de chaque territoire qui étudiera les dossiers et en fera la synthèse, afin que nos militants mandatés puissent porter au mieux les positions de la CGT, les attentes de la population et des salariés du secteur.

**Mireille RIOL**

secrétaire US 82

Responsable de la Coordination  
Régionale



# AG du Collectif CGT Mécanic vallée

“ nous serons force de propositions ”



Le 30 septembre 2010 s'est tenu à Brive (19), l'Assemblée Générale du Collectif CGT Mécanic vallée qui a réuni plus de 80 participants. Un an jour pour jour, après le 1er sommet social organisé par le Collectif, cette Assemblée Générale placée sous le signe de la lutte s'est conclue par un rassemblement devant les portes de la salle où se tenaient les 12ème rencontres d'affaires de la Mécanic vallée. Une délégation y a interpellé donneurs d'ordre et sous-traitants, en réaffirmant la volonté des salariés de voir aboutir, leurs justes revendications pour l'emploi et pour une convention collective interrégionale, garantissant un statut minimum des salariés de la Mécanic vallée.

## Extraits de l'introduction d'Alain Hebert (animateur du Collectif) lors de cette Assemblée Générale.

Permettez-moi en votre nom de saluer la lutte opiniâtre des Deshors avec leur syndicat CGT, qui se mobilisent depuis des semaines pour s'opposer à tous licenciements; une lutte qui va se poursuivre pour imposer un vrai projet alternatif assurant l'avenir de l'entreprise et de tous les salariés.

J'ai choisi de centrer mon propos



sur deux questions qui me paraissent essentielles dans la construction du rapport de force indispensable pour imposer au patronat et aux pouvoirs publics nos légitimes revendications.

### 1) Parlons de nous ; de l'évolution du collectif CGT Mécanic Vallée.

Une fois n'est pas coutume plutôt que de commencer par nos insuffisances et nos difficultés je vous propose que l'on mesure bien ce que nous avons fait avancer ensemble depuis 2 ans sur notre territoire et voir ce que nous devons construire pour obliger le patronat et les pouvoirs publics à ouvrir un vrai dialogue social.

Notre collectif est un véritable laboratoire expérimental de déploiement de la CGT pour construire des convergences, des solidarités revendicatives sur un territoire afin d'être efficace pour faire avancer le progrès social.

Nous mettons en œuvre le 49<sup>e</sup> congrès de la CGT et préfigurons avant l'heure le 50<sup>e</sup> en testant d'autres formes d'organisations ; travaillant sur 2 régions, 3 départements, 7 bassins d'emploi. Un territoire avec de nombreux atouts et notamment les savoir-faire de ses salariés dans de nombreuses filières industrielles.

Nous ne partions pas de rien, mais depuis 2 ans avec l'engagement de nos UD, des Comités Régionaux, de

la fédération des métaux et de la confédération nous avons pu donner un véritable coup d'accélérateur à notre activité revendicative et à notre déploiement.

Jugez en vous-même nous sommes passés concrètement de 441 syndiqués en 2007 à 586 aujourd'hui ; nous avons réalisé 94 adhésions cette année, nous allons atteindre nos objectifs : 100 adhésions et 600 syndiqués en fin d'année. Nous avons créé 5 nouveaux syndicats et surtout nous avons tissé une véritable toile d'araignée qui maille tout notre territoire d'Ussel à Rodez.

### 2) Les enjeux revendicatifs auxquels sont confrontés les salariés pour vivre et travailler en Mécanic Vallée.

D'ore et déjà cette après midi nous serons porteur de tous les mécontentements des salariés de ce territoire, mais aussi nous serons force de propositions pour ;

- L'emploi et la formation
- La création de pôles de recherche et développement par bassin d'emploi
- La création de comités inter entreprises de filières en territoires donneurs d'ordres/sous-traitants
- La création de lieux de dialogue social paritaire sur le territoire et par bassin d'emploi
- Une convention collective pour Mécanic vallée.

# Mobilisons-nous pour gagner une vraie politique industrielle !

## Où en sommes-nous depuis la grande messe du 4 mars 2010 sur les EGI ?

Le 16 juin 2010 dernier, la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) a présenté les plans d'action pour la région Midi-Pyrénées. Cela fait suite à la conclusion par le gouvernement des Etats Généraux de l'Industrie, le 4 mars 2010, à Marignane. Un certain nombre de mesures sont reprises en Midi-Pyrénées, bien que pour la CGT, celles-ci sont loin de répondre à l'urgence de la situation de l'industrie et de l'emploi industriel en France.

23 mesures sont donc déclinées autour de 5 thèmes, en lien avec le Grand Emprunt :

- Mettre l'industrie au cœur d'un grand projet commun : création d'une conférence nationale de l'industrie, constituée de l'Etat et de 3 collèges (industriels, organisations syndicales et personnalités qualifiées). Création d'une semaine de l'industrie pour promouvoir les métiers. Revaloriser le rôle de l'état actionnaire.

- Développer l'emploi et les compétences sur les territoires : mise en place d'un dispositif en région sur la

gestion de l'emploi et des compétences au niveau territorial. Améliorer l'évaluation, l'efficacité des aides publiques.

- Consolider la structure des filières industrielles françaises : création de comités stratégiques de filières. Désignation d'un médiateur de la sous-traitance : pour Midi-Pyrénées, c'est Gérard SOULA (ex-DRIRE).

- Renforcer la compétitivité des entreprises et l'innovation : mise en place de prêts verts bonifiés. Coordination des financements par une simplification de la réglementation.

- Assurer le financement de l'industrie : création d'un observatoire du financement de l'industrie.

**Les comités stratégiques de filières :**  
La région Midi-Pyrénées s'est déclarée candidate pour gérer le comité stratégique pour la filière Aéro-

spatiale. Ce comité serait constitué par les entreprises du pôle Aerospace Valley, les organismes professionnels (GIFAS, ...) le ministère, les organisations syndicales (10 membres), la région et les finances. Le 16 septembre dernier, Christian ESTROSI, a donné le coup d'envoi de ce comité stratégique à .... MERIGNAC, à l'occasion du salon des drones. Suite aux réactions de la Région Midi-Pyrénées, le ministre a confirmé que le siège sera situé dans les locaux de BERCY.

Cela laisse peu de place aux choix de développement industriel en Région et dans les territoires. Tout reste piloté d'en haut !



# Les propositions de la CGT :

Le collectif EGI du comité régional CGT a souhaité éditer une brochure afin de rappeler l'ensemble des interventions et des propositions de la CGT, déclinées par fiches d'actions identifiées pour les 4 ateliers des EGI en Midi-Pyrénées :

**Atelier 1 :** Pôle aéronautique, spatial et système embarqué : relations DO-S/T, financement, innovation, encrage territorial.

**Atelier 2 :** Pôle Cancer, bio santé : décloisonnement, accès aux financements.

**Atelier 3 :** Pôle Agrimip : entrepreneuriat, compétitivité et croissance verte.

**Atelier 4 :** CESR : emploi et formation, stratégie industrielle, accompagnement social,

Le livret présente pour chaque atelier :

- Les fiches d'actions les plus importantes, qui pourraient modifier la politique industrielle en région Midi-Pyrénées,
- Les analyses faites par la CGT

## Les propositions de la CGT

La CGT a revendiqué des droits nouveaux pour les salariés :

- Création de Comités Inter entreprises permettant de faire le lien entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants ;
- Droit suspensif aux licenciements pour les CE ;
- Renforcement des représentants des salariés aux conseils d'administrations.

La conclusion des EGI se traduit par des mesures qui préconisent le modèle de "flexi-sécurité" et d'allègement des cotisations sociales. Aucune mesure immédiate et urgente sur l'emploi n'est esquissée. Pourtant, la région Midi-Pyrénées aura perdu plus de 2.000 emplois industriels en 2 ans, rien que pour la métallurgie (MOLEX, FREESCALE, PUIVAUDRAN, ...)

Un vaste plan d'embauches et de formations est indispensable avec la mise en place de la sécurité sociale professionnelle pour stopper immédiatement l'hécatombe.

Il y a bien nécessité de poursuivre et d'amplifier la mobilisation autour de l'emploi industriel.



# Le livret édité par le comité régional CGT Midi-Pyrénées sur les EGI :



États Généraux  
de l'INDUSTRIE.  
Mode d'emploi

Synthèses et Interventions CGT lors des EGI en Midi-Pyrénées



Lors des EGI, 5 thèmes ont été déclinés nationalement et régionalement : politique de filières, compétitivité et croissance verte, emploi et formation, accès aux financements et innovation et entrepreneuriat.

Chaque thème fait l'objet de fiches d'actions sur le territoire qui, qu'elles soient retenues ou non lors de la conférence nationale des EGI, pourraient être mises en œuvre dans la région Midi-Pyrénées.

Ce recueil donne les analyses du collectif EGI pour chaque atelier, à partir des fiches d'actions qui ont retenu le plus d'attention



## Atelier 1

(Xavier PETRACHI et Philippe QUEULIN)

### Aérospatial Systèmes Embarqués

- ◀ Les leviers d'amélioration des relations donneurs d'ordres/sous-traitants
- ◀ Les financements de l'innovation
- ◀ Ancrage territorial des outils de R&D et de production
- ◀ Pôle aéronautique, spatial et système embarqué : relations DO-S/T, financement, innovation, encrage territorial...

## Atelier 2

(Alain GIACOMEL)

### Décloisonnement et partenariats

- ◀ Pour améliorer le développement international

### Accès aux financements

- ◀ Simplification des structures d'aides

## Atelier 3

(Jacky GAILLAC)

### Innovation et entrepreneuriat

- ◀ Transmission d'entreprise

### Compétitivité et croissance verte

- ◀ En particulier améliorer la productivité tout en respectant l'environnement

## Atelier 4

(Alain HEBERT)

### Emploi et formation

- ◀ Assurer la pérennité et le développement de l'emploi industriel, replacer les hommes au cœur de la stratégie industrielle, impact sur l'emploi et l'accompagnement social.



## " Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées "

**Ce livret permettra de mieux appréhender les questions sur le développement industriel en territoire, en lien avec les résolutions présentées à la 11<sup>e</sup> conférence régionale du 15 et 16 novembre à AUCH.**

### RÉSOLUTION 1 :

Les délégués de la 11<sup>e</sup> conférence décident de :

- Développer notre activité revendicative avec les syndicats pour le maintien, le développement, la diversification de l'emploi et des filières industrielles dans tous les bassins d'emplois de Midi-Pyrénées,
- Créer une animation dans chaque bassin d'emploi pour le développement des filières dans les territoires,
- Mettre en place une animation régionale d'impulsion de notre activité en territoire,
- Agir pour l'instauration du dialogue social en territoire.

### RÉSOLUTION 2 :

Les délégués de la 11<sup>e</sup> conférence décident de :

- Faire de la question de l'emploi industriel une priorité de l'action CGT en région, en s'appuyant sur

les collectifs des bassins d'emploi et l'animation régionale,

- D'intervenir dans les centres de décisions tels que le CESR, les EGI, et toutes instances où peut être portées les revendications des salariés,
- D'élaborer des propositions pour garantir nos atouts industriels existants (Aéronautique-Espace, Agro-

alimentaire, Santé) et développer une réelle diversification (fond de diversification...),

- Travailler sur la cohérence revendicative des filières : Bois, TIC, électronique, énergie, textile, bâtiment...





# Actualité de l'activité CGT

porter nos propositions sur l'aménagement du territoire

## **PALITO : À QUOI JOUE LA SNCF ?**

*La contribution commune des trois CESR (Centre, Limousin, Midi-Pyrénées) concernant l'avenir de l'axe PALITO (Paris - Limoges - Toulouse) a été adoptée à l'unanimité du bureau de CESR Midi-Pyrénées le vendredi 2 juillet 2010.*

Cette contribution répondant à une demande conjointe de la SNCF et des trois conseils régionaux a été au-delà du cahier des charges initial, puisqu'il a été rajouté un quatrième point de réflexion : le fret.

Les pistes de réflexion apportées par les conseillers CGT associés au groupe de travail et exposées dans Informations n° 189 par notre camarade Jean-François AGRAIN ont été largement reprises dans le document final. Un travail de rencontre de terrain avec les usagers, les élus et les responsables de la SNCF et de RFF a permis de donner une dimension supplémentaire aux propositions des CESR. L'exemple du fret en est emblématique.

Trois niveaux de perspectives s'ouvrent dans ce secteur :

- la dimension internationale: des investissements réalisés à Vierzon pour anticiper le besoin d'un port sec pour l'interland Nantes - St Nazaire, à l'intersection de flux nord/sud (Le Havre - Rouen -

Espagne) et ouest/est (Nantes - Est Europe). Mais aussi l'Eurocentre de Toulouse dont certains bâtiments et terrains ont été achetés par le port de Barcelone pour en faire son troisième port sec après Saragosse et Madrid, avec en ligne de mire la future TCP (traversée centrale des Pyrénées).

- La dimension nationale : l'axe PALITO est à même de répondre à la saturation annoncée de la Magistrale Ecofret à l'est et de l'Atlantique Ecofret.

- Une réponse locale : déterminante pour l'avenir des différents bassins de vie : Vierzon, Châteauroux, Limoges, Toulouse... En Midi-Pyrénées, le devenir de certaines entreprises du nord de la région pourrait être menacé en cas d'abandon du fret sur la ligne Toulouse - Paris, aujourd'hui considérée comme un facteur de compétitivité pour les entreprises.

Les trois CESR ont conclu que l'activité fret ne peut se concevoir qu'en logique de complémentarité entre les réseaux capillaires alimentant les bassins de vie et l'axe lui-même à ses différentes échelles.

Le lien est tout trouvé pour continuer la réflexion CGT et porter nos propositions sur l'aménagement du territoire en lien avec l'activité économique et le développement local, thème central de notre prochaine

conférence régionale dont le thème majeur est : Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées.

**Jacky GAILLAC**

*Pour le groupe CGT au CESR*

## **DERNIÈRE MINUTE :**

Le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer vient d'arrêter un avant-projet de Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT), élaboré en application de la loi dite " Grenelle 1 ".

Si d'incontestables avancées sont lisibles au niveau de la future ligne LGV Bordeaux - Toulouse et de son prolongement vers Narbonne, ainsi que pour l'axe transpyrénéen et la desserte de la Bigorre et du Béarn, en revanche, la ligne PALITO ne figure pas dans le SNIT que ce soit au chapitre du transport voyageurs ou à celui du fret. Signe supplémentaire s'il en était besoin pour considérer que l'Etat se désintéresse du projet.



# Les interventions de la CGT



“ le dossier est bloqué à Matignon ”

*Le CESR de Midi-Pyrénées devient le CESER MP (Conseil Economique, Social et Environnemental de Midi-Pyrénées).*

Par décision du bureau du 1er octobre 2010, il a donc été décidé que le CESR se mettrait en conformité avec la loi du 12 juillet dernier (article 250), bien que le décret d'application de cet article n'ait pas encore été publié.

Pourquoi ce changement de nom ? C'est une des conséquences de la montée en puissance progressive de la réforme des collectivités territoriales qui se décline au travers de plusieurs " paquets " législatifs. C'est aussi une conséquence de l'engagement national pour l'environnement dans la lignée du Grenelle de l'environnement.

A l'instar de ce qui a prévalu au Conseil économique et social de la République, qui est devenu Conseil Economique, Social et Environnemental et qui va intégrer 12 conseillers dits " environnementaux ", il est prévu d'intégrer dans les CESER des représentants de mouvements environnementaux. Les conséquences sur la compo-

sition de CESE national d'une campagne de lobbying de divers organismes soi-disant environnementaux auraient du se décliner, aux yeux du gouvernement, dans les CESR.

Pour le CESER de Midi-Pyrénées, il s'agirait d'intégrer 6 nouveaux membres et ainsi, permettre au 3<sup>e</sup> collègue, dit des représentants de la vie collective (famille, retraités, caisses d'assurance maladie, hospitalisation publique et privée, mutualité, insertion sociale, enseignement supérieur et recherche, parents d'élèves, coordinations associatives, économie sociale et solidaire, jeunesse et éducation populaire, éducation permanente, comité olympique et sportif, logement, propriétaires forestiers et immobiliers, environnement...), d'aligner le nombre de leurs conseillers sur celui des deux premiers (employeurs, salariés).

Mais le bât blesse, et ce, pour deux raisons : d'une part, l'ARF (Association des Régions de France) a interpellé le gouvernement sur le surcoût que vont représenter ces conseillers supplémentaires dans un budget régional quasi contraint par l'Etat. D'autre part, si l'entrée de

12 conseillers au niveau national voit une répartition, certes discutable, mais somme toute compréhensible, il n'en est pas tout à fait de même en régions où certaines organisations ne sont pas présentes (par exemple, la Fondation Nicolas Hulot n'est pas représentée en tant que telle en Midi-Pyrénées).

A cette heure, le dossier est bloqué à Matignon pour arbitrage et les préfets de régions n'ont aucune consigne précise pour désigner ces " nouveaux " membres.

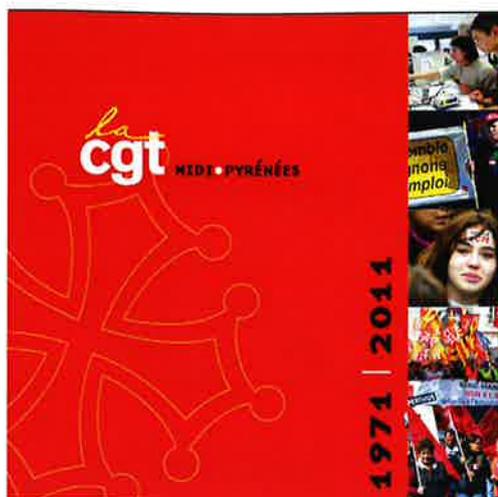
Autre incertitude, qui concerne le collège des salariés. Actuellement composé de 38 membres répartis entre 7 organisations (CGT, CFTD, FO, CGC, CFTC, FSU et UNSA), il n'est pas impossible que le préfet de région décide d'intégrer un ou plusieurs représentants de Solidaires, à effectif constant. Ce qui reviendrait à redistribuer les sièges. Le SGAR (affaires régionales) de Toulouse a demandé à ses services de lui faire un état des lieux de la représentativité mesurable actuellement dans la région, tant dans le secteur public que privé.

Si la décision est prise d'intégrer Solidaires dans le collège des salariés, les lignes vont forcément bouger au CESER Midi-Pyrénées.



**Jacky GAILLAC**

Pour le groupe CGT au CESR



# Un livre pour 40 ans d'activité régionale !

faire face aux enjeux

d'aujourd'hui qui traversent le territoire régional

Au moment où s'ouvrira la 11<sup>e</sup> Conférence Régionale à AUCH, le Comité Régional pourra fêter, à quelques semaines près ses 40 ans d'existence. En effet c'est en 1971 qu'il a été créé, trois ans après que la CGT eut décidé à son 37<sup>e</sup> Congrès de constituer des comités régionaux pour faire face aux enjeux de la décentralisation et de la régionalisation de la politique de l'état.

Cette politique de l'état est une constante depuis les années 1960, elle n'est pas seulement une construction administrative du territoire régional mais s'enracine dans l'histoire de son organisation territoriale à l'exemple de la naissance des départements lors de la Révolution de 1789.

Pour la CGT qui a plus de cent ans d'existence les Comités Régionaux sont de jeunes structures qui abordent maintenant leur période de maturité et qui désormais ont une histoire et donc un passé !

Dans le cadre de sa vocation à traiter de l'histoire sociale, l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale a vu l'opportunité de travailler à mettre en évidence les caractéristiques de la naissance du Comité Régional de Midi-Pyrénées, les probléma-

tiques qui l'ont traversée, le contexte économique et politique de la période ainsi que les évolutions qu'il a connus.

Il existe un fonds d'archives régionales important déposé en ce début d'année 2010 par le Comité Régional auprès de l'IRHS qui en assume le tri et le classement ainsi que la préservation. Ces archives sont une base essentielle pour faire ce travail de mémoire, leur exploitation nécessite du temps. C'est pourquoi afin de faire connaître ces 40 années d'activité régionale, l'IRHS s'est engagé dans la collecte des témoignages des anciens dirigeants du Comité Régional, puis il a ensuite souhaité au cours de rencontres à thèmes qu'il a organisé, croiser ces témoignages. Ils fournissent un matériau intéressant, utile aux militants chargés de l'activité régionale aujourd'hui et que nous avons décidé de publier dans le journal de l'Institut REPERES.

La 11<sup>ème</sup> Conférence régionale fournit l'occasion de mettre en lumière cette histoire sociale méconnue de la plupart des militants d'aujourd'hui et de permettre à ceux qui exercent une responsabilité dans l'activité régionale qu'elle soit pro-

fessionnelle ou interprofessionnelle de mieux comprendre ce passé pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui qui traversent le territoire régional. Certains-es trouveront des réponses à des questionnements, à la compréhension de difficultés pour construire cet outil devenu incontournable aujourd'hui, aux blocages qui existent encore pour lui donner une pleine dimension. Ils constateront que son développement et son évolution se sont toujours construit avec le souci d'une plus grande efficacité revendicative au service des salariés-es de notre région et en complémentarité avec les autres structures de la CGT.

Nous nous félicitons que le Comité Régional ait décidé en collaboration avec l'IRHS d'éditer ces premiers travaux dans un ouvrage à paraître début novembre, il sera présenté aux délégués de la Conférence Régionale. Cet un événement car il constitue ainsi le premier témoignage écrit de l'histoire de la CGT Midi-Pyrénées !

**Martine BERNARD-ROIGT**  
Présidente de l'IRHS

# Euro manifestation

convergences  
des mobilisations en Europe

Le 29 septembre plus de trois mille manifestants (dont 500 CGT Midi-Pyrénées) ont participé au rassemblement organisé par le CSIR PYREMED au poste de douanes du Perthus.

## INTERVENTION DE PHILIPPE MOITRY POUR LES COMITÉS RÉGIONAUX CGT LANGUEDOC-ROUSSILLON ET MIDI-PYRÉNÉES.

Chers Camarades,

Tout d'abord, nous devons nous féliciter de la mobilisation pour cette initiative qui s'inscrit dans la journée d'action décidée par la Confédération Européenne des syndicats.

Vous êtes venus nombreux, et au nom de la CGT Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées je vous en remercie.

Cette journée d'action décidée par la CES correspond, à une forte demande de convergences des mobilisations en Europe de la part des organisations syndicales, qui depuis plusieurs semaines multiplient manifestations et initiatives, le plus souvent unitaires, pour lutter contre les plans d'austérité décidés par le patronat et les différents gouvernements de nos pays respectifs.

Face à la crise, les décisions politiques conduisent à la mise en concurrence des travailleurs et à la casse des droits sociaux.

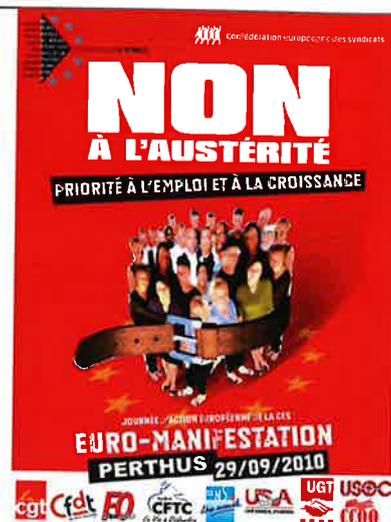
En Espagne avec la réforme du marché du travail, ou après avoir imposé la baisse de 5% des salaires des fonctionnaires, le gouvernement veut reculer l'âge de départ à la retraite, réduire les dépenses publiques et imposer une loi qui face à un chômage massif favorisera le développement de la précarité.

En France ou Sarkozy et son gouvernement veulent faire passer en force la réforme des retraites.

Les salariés ne doivent pas payer la crise. C'est pourquoi, la mobilisation s'amplifie, aujourd'hui 29 septembre partout en Espagne, dans le cadre d'une journée de grève générale, la première depuis 2002.

En France ou les initiatives et journées d'actions " Pour l'Emploi, les Salaires, les Retraites " se succèdent. Nous étions trois millions dans les rues le 23 septembre.

Cette journée de mobilisation de la



CES, et plus particulièrement symboliquement ici au Perthus, ou les salariés transfrontaliers, des deux côtés de la frontière sont les premiers et les plus durement touchés par la précarité et les mesures d'austérité, participe à la convergence des luttes et s'inscrit pleinement dans le calendrier des initiatives prévues :

- Celle du 2 octobre pour conforter la mobilisation et permettre l'engagement de nouveaux salariés dans l'action.
- Celle du 12 octobre lors de la journée de grèves et de manifestations unitaires partout en France.

Alors encore une fois :

**Non à l'austérité, priorité à l'emploi et à la croissance.**

**Ensemble gagnons une Europe plus sociale et plus solidaire !**



# 11<sup>e</sup> Conférence Régionale :

les 15 et 16 novembre 2010 à Auch



## Congrès

UD des Hautes-Pyrénées les 16 et 17 décembre 2010

UD du Tarn les 27 et 28 janvier 2011

## IRT

Stage défense des salariés : conseiller du salarié, conseiller prud'hommes  
les 4 et 5 novembre 2010 à Foix (09)



Comprendre l'organisation du travail, élaborer des propositions qui engagent des transformations durables conjuguant travail et santé

Depuis plus de vingt ans, Emergences se place au service des salarié(e)s, de leurs représentant(e)s, élu(e)s ou mandaté(e)s et met à leur disposition des outils essentiels.

### Des formations

- > Pour exercer pleinement vos prérogatives d'élu(e)s,
- > Pour comprendre les transformations du travail,
- > Pour appréhender et prévenir efficacement les risques professionnels.

### Des expertises CHSCT

- > Pour analyser les situations réelles de travail,
- > Pour étudier toutes les informations disponibles,
- > Pour qualifier durablement vos avis,
- > Pour légitimer la parole et le vécu des salarié(e)s.

### Des équipes pluridisciplinaires

- > Ergonomes, sociologues, psychologues, formateurs, juristes, économistes..., qui interviennent dans toutes les branches professionnelles et se déplacent en tout lieu du territoire.



Expert CHSCT agréé auprès du Ministère du Travail, agréé pour la formation des membres des CHSCT, agréé pour la formation économique des membres des CE



Emergences  
« Le Méliès »  
261, rue de Paris  
93556 Montreuil Cedex  
Tél : +33(0)1 55 82 17 30  
Expertises (17 50)  
Formation (17 40)  
Etudes (17 60)  
Fax : +33(0)1 55 82 17 65  
<http://www.emergences.fr>



**TOURISTRA**  
Vacances

Partenaire privilégié de l'ANCAV TT

FAITES VOS VALISES  
**TOURISTRA VACANCES** VOUS EMMÈNE  
**EN FRANCE ET A L'ETRANGER**  
DANS PLUS DE **30** VILLAGES  
VACANCES



Sodisour - Touristra Vacances. Agence de voyages LI 075 95 0515

Générosité  
Découverte  
Partage  
Loisirs  
Sports  
Animation  
Balades  
Convivialité  
Solidarité



**Associations et collectivités,  
contactez votre association :**

**Départements 09 • 12 • 31 • 32 • 46 • 65 • 81 • 82**

Tourisme & Loisirs Culture Midi-Pyrénées : Tél. : 05 61 29 83 29 // [tl-midi@ancavtt.asso.fr](mailto:tl-midi@ancavtt.asso.fr)  
3, rue Merly 31000 Toulouse

[www.touristravacances.com](http://www.touristravacances.com)